

CADRE JURIDIQUE DEMANDE DE SUBVENTION 2024 – BUS DE L'ENTREPRENEURIAT

Sur un plan strictement juridique, les documents et informations demandées par Bpifrance dans le cadre des demandes de subvention sont encadrées par la réglementation suivante :

- Le code monétaire et financier : art L 511-33 et L 531-12 et suivants relatifs au secret des affaires, accords de confidentialité et/ou secret professionnel bancaire
- Loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Loi Sapin 2)

INFORMATIONS RELATIVES AUX TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EFFECTUES PAR BPIFRANCE DANS LE CADRE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE AU DISPOSITIF BUS DE L'ENTREPRENEURIAT

Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés.

Les données à caractère personnel (données relatives à l'identité (dont documents d'identité), données de contact, données relatives à la situation sociale et financière (dont justificatifs), données relatives à la vie professionnelle (dont curriculum vitae, profil LinkedIn), autres types de données (documents justificatifs, vidéos, images, etc.) des personnes suivantes sont collectées au moyen du dossier de candidature Bus Entrepreneuriat transmis via <https://usager-dauphin.cget.gouv.fr/>

- Chef de projet Bus ;
- Représentants légaux et bénéficiaires effectifs des structures candidates ;
- Membres du bureau de la structure candidate ;
- Contacts opérationnels pour le suivi du projet ;
- Toute autre personne dont la collecte des données est nécessaire dans le cadre de l'étude de la candidature.

Bpifrance peut également avoir accès à des données personnelles de personnes physiques agissant en qualité de points de contact, notamment de salariés, représentants ou mandataires des structures candidates, que Bpifrance traite en qualité de responsable de traitement dans le cadre de l'étude des candidatures.

Ces données sont traitées par Bpifrance, dont le siège est situé au 27-31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex, en sa qualité de responsable de traitement :

(i) Sur le fondement de la poursuite de ses intérêts légitimes aux fins de prise de contact à la demande des structures candidates au dispositif Bus de l'Entrepreneuriat, de déploiement du dispositif sur son territoire, d'étude des candidatures et de la sélection des structures ;

(ii) sur le fondement des obligations légales auxquelles Bpifrance est soumis : connaissance client (KYC), évaluations et détection des risques, prévention de la fraude, lutte contre la corruption, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

La structure candidate s'engage à informer les personnes dont les données à caractère personnel ont été communiquées dans le cadre du présent dossier de candidature des traitements réalisés par Bpifrance, en qualité de responsable de traitement, ainsi que des informations contenues dans cette mention.

Les données à caractère personnel traitées par Bpifrance pour tout ou partie des finalités définies ci-dessus, pourront également être communiquées aux autres sociétés du groupe Bpifrance.

Elles pourront également être communiquées et utilisées par toute autorité administrative, judiciaire, ou de contrôle, dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire, à leur demande.

Bpifrance (ou toute autre entité du Groupe Bpifrance) conservera les données à caractère personnel conformément aux durées de prescription légales et réglementaires françaises et européennes.

Conformément à la Réglementation applicable, et sous réserve des conditions prévues par cette réglementation pour l'exercice de ces droits, toute personne dont les données à caractère personnel sont collectées pour les traitements visés ci-dessus, bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, ainsi que du droit à la portabilité de ses données à caractère personnel. Toute personne dont les données à caractère personnel sont collectées dispose également du droit de demander la limitation des traitements qui la concerne et de s'opposer à recevoir de la prospection commerciale ou à faire l'objet de profilage lié à la prospection commerciale. Dans certains cas, elle peut pour des raisons tenant à sa situation particulière, s'opposer au traitement de ses données, y compris au profilage. Toute personne dispose également, conformément à la loi Informatique et Libertés, du droit d'organiser le sort de ses données à caractère personnel post-mortem.

Les droits susvisés pourront être exercés par l'envoi d'un courrier, soit par la poste à « Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex », soit par courriel à donneespersonnelles@bpifrance.fr.

Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Je soussigné.e [A COMPLETER] représentant légal de [A COMPLETER] ayant qualité pour l'engager juridiquement,

- atteste avoir pris connaissance du cahier des charges de l'Appel à Candidature
- autorise l'Etat, Bpifrance et tout financeur susceptible d'intervenir directement ou indirectement au financement du programme présenté, à avoir accès aux informations relatives à la structure d'accompagnement, aux pièces et au programme faisant l'objet de la demande
- reconnaît que la collecte et le traitement des données à caractère personnel sont obligatoires pour l'examen et l'évaluation de cette demande effectués sous la responsabilité de Bpifrance.

Date et signature